

Monténégro : la société civile ne veut pas d'une télévision publique aux ordres du pouvoir

[Courrier des Balkans](#) | De notre correspondante à Podgorica | mercredi 27 décembre 2017

« Un service public indépendant, un point c'est tout ! » Des centaines de citoyens se sont rassemblés ce mercredi midi devant le Parlement du Monténégro pour dénoncer les pressions politiques sur le service public d'information. Ils ont symboliquement brisé les chaînes qui enserraient un poste de télévision.

Par Jasna Tatar Anđelić



« Un service public indépendant, un point c'est tout »
@CGOCCE

(Avec Radio Slobodna Evropa) — Cinq organisations avaient appelé à ce rassemblement - MANS, le Centre pour l'éducation civique, le Centre de recherche et de monitoring, le Centre de développement des ONG, l'Institut Alternativa et le Centre pour le journalisme d'investigation - alors que la Commission administrative du Parlement était en train de voter la destitution de Goran Đurović, représentant de la société civile au Conseil de surveillance de la Radiotélévision du Monténégro (RTCG), et la nomination de Slobodan Pajović, cadre du Parti démocratique des socialistes (DPS). Ces ONG estiment que le DPS est ainsi en train de reprendre brutalement le contrôle du service public.

Ces ONG ont alerté la communauté internationale de cette reprise en main de la RTCG, et le Commissaire européen Johannes Hahn a exprimé sa « préoccupation » dans une lettre adressée au Premier ministre monténégrin Duško Marković. Reporters sans frontières a également dénoncé ces pressions du DPS, estimant que cela représentait une menace pour l'indépendance du service public.

Durant le rassemblement, auquel ont pris part des représentants des partis d'opposition et des médias, ainsi que de nombreux citoyens, les orateurs ont souligné que cette situation pouvait interférer sur le processus d'intégration du Monténégro, tout en dénonçant « la télévision partisane », que les citoyens

sont obligés de financer par leurs impôts. Ces derniers mois, la RTCG avait semblé prendre quelques distances avec le gouvernement, ce qui a provoqué cette brutale reprise en main par le DPS.



Cet article est produit en partenariat avec l'[Osservatorio Balcani e Caucaso](#) pour le [Centre européen pour la liberté de la presse et des médias \(ECPMF\)](#), cofondé par la Commission européenne. Le contenu de cette publication est l'unique responsabilité du [Courrier des Balkans](#) et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.